



Questions d'Éduc

N°1

Priorité à l'Éducation

À quelques jours du premier tour des élections présidentielles, alors que les candidats affinent leurs stratégies de communication, il est nécessaire de s'intéresser à l'essentiel : les programmes.

Ce premier numéro de « Questions d'Éduc » se penche donc sur leurs principales propositions pour l'Éducation.

Une manière pour la fédération UNSA Éducation de ne pas se contenter d'un inventaire ou de réactions aux mesures proposées.

Il s'agit en effet de les mettre en perspective avec les 5 priorités, déclinées en 20 axes, en matière éducative, élaborées et portées par la Fédération.

Retrouvez-les sur : <http://www.unsa-education.org>

SOMMAIRE

- | | |
|---|--------|
| • Tous voulaient la changer... | page 2 |
| • Modifier les rythmes scolaires : oui mais comment ? | page 3 |
| • Quelles missions prioritaires pour l'École ? | page 4 |
| • Quels moyens pour atteindre ces ambitions ? | page 5 |
| • En dehors de l'école, quelles perspectives pour l'éducation populaire, sportive, culturelle ? | page 6 |
| • Quelles évolutions pour l'enseignement supérieur ?
Quelle politique de recherche ? | page 7 |
| • Quelles conceptions éducatives ? | page 8 |



Plus forts ensemble !

Offensifs
pour
l'avenir!



Questions d'Éduc

N°1

Tous voulaient la changer...

À défaut d'être au cœur de la campagne électorale, la question de l'Éducation ou tout au moins celle de l'École apparaît comme prioritaire pour les principaux candidats à la présidentielle. Cette unanimité, qui considère que l'avenir se construit par l'Éducation, cache de fait de véritables différences voire oppositions de conception et de projet.

Il n'est certes pas possible de comparer l'ensemble des programmes. Mais quelques éléments permettent de relever les différences de conception. Le changement des rythmes scolaires, les missions de l'École, les moyens pour les mettre en œuvre, les évolutions de l'enseignement supérieur, la politique de recherche sont autant d'éléments qui mettent en évidence les conceptions éducatives des différents candidats et souvent des partis politiques dont ils sont issus.

Il est par ailleurs intéressant de comparer ces diverses propositions aux priorités de la fédération UNSA Éducation telles qu'elles ont été actées par le congrès d'Angers.

Organisation syndicale, le rôle de la Fédération n'est pas de désigner le candidat idéal, mais d'identifier sur chaque point ceux qui partagent les mêmes orientations qu'elle ou, au contraire, en sont très éloignés. Il s'agit là d'un travail d'éducation, d'éducation politique, d'éducation démocratique : une manière d'ouvrir les esprits à se faire leur propre opinion et leur libre choix. En un mot une éducation citoyenne !



Plus forts ensemble !



Modifier les rythmes scolaires : oui mais comment ?



Les positions des candidats

La nécessaire modification des rythmes scolaires, en particulier dans le primaire, semble faire une sorte de consensus de façade. Chacun reconnaît, chiffres de l'OCDE à l'appui, que les élèves français ont trop d'heures de classe par semaine et trop peu de semaines de classe dans l'année scolaire. Mais une fois ce constat partagé admis, les divergences apparaissent.

François Bayrou veut alléger la journée par un réaménagement de la semaine et de la durée des congés.

Pour **François Hollande**, il faut revenir à la semaine de 9 demi-journées (classe le mercredi ou le samedi matin), alléger la journée et réduire les vacances d'été.

Éva Joly partage la même ligne et choisit de réimposer la classe le samedi matin.

Si **Nicolas Dupont-Aignan** partage l'idée des 9 demi-journées de classe par semaine, il prône le retour de la classe le mercredi matin, refuse de toucher aux vacances et s'oppose au découpage à l'anglo-saxonne des matières intellectuelles le matin et des arts et du sport l'après-midi.

Philippe Poutou propose, lui, ces après-midi « hors les murs » pour des activités autres que celles de la classe mais sous la responsabilité de l'Éducation nationale.

Nicolas Sarkozy concède la nécessité de modifier les rythmes mais affirme que cela doit s'inscrire dans la continuité de ce qui a été fait et ne voit pas là une priorité tout en condamnant la semaine de 4 jours.

Enfin, pour **Jean-Luc Mélenchon**, ce n'est pas au président de fixer cela, même s'il doit garantir les missions de l'Éducation nationale.

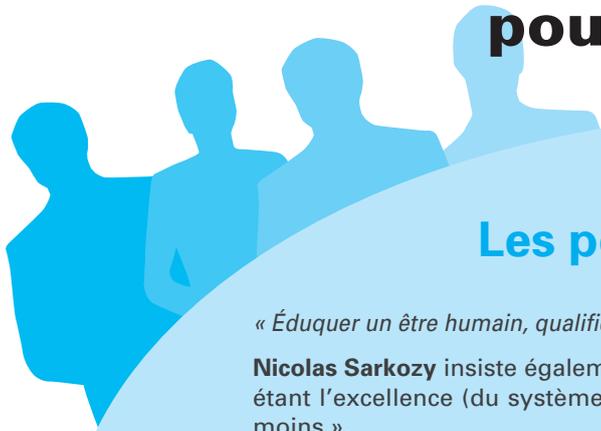
L'avis de la fédération UNSA Éducation !

La fédération UNSA Éducation a dénoncé la semaine de 4 jours tant dans son non-respect des rythmes des enfants que dans sa décision et mise en œuvre arbitraires. Elle soutient qu'un nouvel aménagement des rythmes doit prendre en compte une triple dimension :

- une prise en compte globale de tous les temps de l'enfant afin de les articuler au mieux ;
- une complémentarité des temps, des activités et des intervenants (enseignants, animateurs, éducateurs sportifs, intervenants artistiques et culturels...) à organiser différemment du « découpage à l'anglo-saxonne » que certains pays européens ont pendant des années pratiqué : un découpage étanche entre des matins de classe et des activités culturelles et sportives facultatives les après-midi pour y renoncer récemment (l'Allemagne par exemple) ;
- le respect des missions de chacune des structures intervenant auprès des enfants et de chaque métier dans leur spécificité, leur statut et leur complémentarité.



Quelles missions prioritaires pour l'École ?



Les positions des candidats

« Éduquer un être humain, qualifier et émanciper le citoyen qui est en lui » affirme **Jean-Luc Mélenchon**.

Nicolas Sarkozy insiste également sur le respect des adultes et la sérénité, sa première priorité étant l'excellence (du système comme des élèves) et la justice « qui donne plus à celui qui a moins ».

Pour **François Bayrou**, la priorité doit être donnée au cycle grande section de maternelle/CP/CE1 afin que tous les enfants qui entrent en sixième sachent lire, écrire et compter.

Ne pas laisser d'enfants sur le côté est également l'objectif affiché par **François Hollande** qui priorise une école primaire devant donner à tous un ensemble de connaissances, de compétences et de valeurs partagées afin d'assurer la construction citoyenne et l'insertion dans la vie active.

Nicolas Dupont-Aignan fait également de l'école primaire sa priorité avec le renforcement des enseignements fondamentaux et la lutte contre l'illettrisme dès le plus jeune âge.

Pour **Nathalie Arthaud**, il s'agit d'apprendre à lire, écrire, compter pour vivre et accéder à la culture et à l'indépendance d'esprit, et aider à comprendre la société pour pouvoir « porter un jugement dessus ».

Philippe Poutou veut une école émancipatrice dans laquelle le contenu (ce que l'on apprend) ne peut être déconnecté des méthodes pédagogiques (comment on apprend).

Quant à **Éva Joly**, elle souhaite une éducation apaisée qui sorte du système compétitif, élitiste et de la peur de l'échec et une éducation pour tous en permettant à tous les acteurs de participer à la création d'une nouvelle école fondamentale.

L'avis de la fédération UNSA Éducation !

Pour la fédération UNSA Éducation, il s'agit de faire le choix d'une école « inclusive », organisée pour accueillir et conduire vers la réussite tous les élèves sans discrimination d'aucune sorte.

Cette éducation fondamentale pour tous doit s'appuyer sur un socle commun redéfini dans ses contenus et ses modes d'évaluation. Il est le levier de transformation de notre École encore trop organisée pour la sélection d'une élite. Il doit être le garant de la promesse démocratique d'une École, émancipatrice par sa capacité à donner à chacun les moyens de son autonomie, libératrice par son partage de la culture et des valeurs républicaines indispensables au bon fonctionnement collectif de notre société.



Quels moyens pour atteindre ces ambitions ?



Les positions des candidats

Deux éléments sont essentiellement cités : la formation des enseignants et leur nombre.

François Hollande a annoncé sa volonté de recréer 60 000 postes (pas uniquement d'enseignants), de refonder la formation initiale et continue des enseignants et d'inscrire son projet éducatif dans une loi d'orientation et de programmation dès l'automne prochain en cas d'élection.

Philippe Poutou, Nathalie Arthaud et Jean-Luc Mélenchon veulent également recréer les postes supprimés et font de la formation un élément essentiel pour le métier d'enseignant.

Éva Joly veut mettre fin au 1 sur 2, rendre le métier attractif, redéfinir ses missions et leur donner une véritable formation initiale et continue.

Nicolas Dupont-Aignan est sur les mêmes bases.

Nicolas Sarkozy affirme que l'accroissement des moyens ne produit pas la réussite des élèves mais il semble vouloir revenir sur le 1 sur 2 dans le primaire.

François Bayrou parle de relancer les RASED, de créer des postes de médecins, d'infirmières, d'assistantes sociales et de psychologues scolaires et de redéfinir le métier et les responsabilités des enseignants en s'appuyant sur une formation continue.

Tous les candidats – à l'exception de Nicolas Dupont-Aignan qui insiste fortement sur le collège – semblent faire de l'école primaire leur priorité.

L'avis de la fédération UNSA Éducation !

Si tout ne passe pas par les moyens, la fédération UNSA Éducation revendique que l'éducation cesse d'être asphyxiée financièrement : la RGPP a supprimé plusieurs dizaines de milliers de postes de fonctionnaires ; sa déclinaison locale, la RÉATE, a désorganisé les services Jeunesse et Sports, niant leurs missions éducatives ; quant aux subventions aux associations, elles sont en baisse permanente. Refonder l'éducation passe par une profonde réforme associant tous les acteurs s'appuyant sur la garantie de moyens indispensables pour assurer les missions éducatives. Une loi d'orientation et de programmation doit permettre d'inscrire l'éducation comme une priorité nationale, globale, partagée et complémentaire. Cette réforme doit instaurer une formation initiale et continue de l'ensemble des personnels d'éducation, au premier rang desquels les enseignants du premier et du second degré doivent bénéficier certes d'un contenu disciplinaire mais également d'une formation didactique et pédagogique, d'une connaissance des institutions et des autres partenaires de l'Éducation, ainsi que d'une formation à l'égalité afin de lutter contre des stéréotypes encore trop présents.



En dehors de l'École, quelle perspective pour l'éducation populaire, sportive, culturelle ?

Les positions des candidats

Si **François Hollande** ne dit rien de l'éducation populaire, il veut garantir pour tous les jeunes la possibilité de pratiquer le sport dans un club ou une association et lancer un plan national d'éducation artistique.

Jean-Luc Mélenchon affirme la nécessité d'un renouveau de l'éducation artistique à l'école et de l'éducation populaire, dans la cité et l'entreprise, afin d'articuler création artistique et appropriation sociale et citoyenne des œuvres et des pratiques artistiques et culturelles ainsi que la complémentarité entre l'éducation physique et sportive à l'école, le sport associatif et le sport en entreprise.

François Bayrou veut reconnaître le travail effectué par les fédérations sportives et améliorer leurs relations avec l'Éducation nationale, encourager le sport à l'école dans le cadre du réaménagement des rythmes scolaires et insérer l'enseignement artistique dans les programmes scolaires.

Pour **Éva Joly**, l'éducation n'est pas que l'école ; elle doit donc s'appuyer sur l'éducation populaire dont les mouvements doivent être associés à l'ensemble des projets éducatifs et se construire « par et pour la culture ».

En dehors de son programme qui n'aborde pas le sujet, **Nicolas Sarkozy** a déclaré que « la culture est un authentique investissement d'avenir y compris pour les finances publiques » et que « le sport constitue un formidable vecteur d'intégration, d'éducation et de transmission de valeurs. Il est un domaine dans lequel l'égalité des chances, l'effort et le mérite sont des réalités très concrètes ».

L'avis de la fédération UNSA Éducation !

L'émancipation individuelle et collective, l'épanouissement de chacun, la perception sensible du monde, la capacité à connaître et comprendre le fonctionnement de notre société afin d'y construire sa place et pouvoir agir sur son évolution sont autant d'enjeux qui relèvent de l'Éducation au sens large. L'École n'a ni la mission, ni la capacité de répondre seule à l'ensemble de ces objectifs.

La fédération UNSA Éducation revendique la possibilité pour toutes et tous d'accéder à la pratique d'activités sportives, culturelles, artistiques, socioculturelles et d'éducation populaire. Elle milite pour que les aspects financiers, sociaux ou culturels ne soient pas des freins à cet accès, mais que celui-ci soit un droit pour toutes et tous, qu'une démarche d'accompagnement soit mise en œuvre pour le rendre effectif, que les activités proposées favorisent l'enrichissement mutuel par les mixités et la diversité des publics.



Quelles évolutions pour l'enseignement supérieur ?

Les positions des candidats

Pour **Nicolas Sarkozy**, il s'agit de prolonger et de renforcer l'autonomie avec la loi LRU afin d'assurer la performance des universités françaises. Si **François Hollande** ne remet pas en cause l'autonomie, il souhaite un pouvoir plus collégial, des premiers cycles « décloisonnés » afin de favoriser la pluridisciplinarité et des allocations publiques remboursables afin de permettre l'accès aux études supérieures des moins fortunés. **François Bayrou** insiste sur la nécessité de faire suivre les études universitaires de formations professionnelles et sur celle de populariser - auprès des DRH notamment - le doctorat. Afin d'éviter le modèle marchand, **Jean-Luc Mélenchon** souhaite abroger la loi LRU et redonner un pilotage d'État aux universités. L'autonomie dont **Éva Joly** fait sa priorité est celle des étudiants avec une allocation autonomie et un crédit de formation de 8 années utilisable tout au long de la vie.

L'avis de la fédération UNSA Éducation !

Même si les actions syndicales ont évité la mise en œuvre des éléments les plus nocifs portés par Valérie Pécresse et sa loi LRU, la mise en concurrence des universités, la fragilisation des plus petites et l'absence de collégialité dans la gouvernance restent des décisions à combattre. La fédération UNSA Éducation milite pour le libre accès de tous les bacheliers à l'Université. Ceci nécessite les moyens de pouvoir accompagner les étudiants, en particulier dans les premières années de licence. Ceci passe également par l'amélioration de la vie étudiante, en particulier pour les étudiants d'origine sociale modeste. Enfin, ceci doit s'appuyer sur des enseignants-chercheurs titulaires, reconnus et recrutés en nombre, et non - comme cela est trop souvent le cas aujourd'hui - sur le recours massif à des emplois précaires.

Quelle politique de recherche ?

Les positions des candidats

Nicolas Sarkozy insiste sur le soutien des organismes de recherche à l'émergence d'universités se dotant d'une véritable politique scientifique, le lien entre acteurs publics et privés relevant non de l'idéologie mais du pragmatisme. **Éva Joly** propose de rediriger une partie des crédits de recherche, non plus vers les entreprises, mais vers les associations et la demande sociale afin de faire « dialoguer science et société ». Pour **Philippe Poutou**, production libre et besoins sociaux constituent la recherche qui doit être soustraite de la mainmise de l'entreprise. **François Hollande** affirme vouloir simplifier « l'organisation du financement de la recherche », accélérer les investissements d'avenir, favoriser les coopérations et les mises en réseau afin d'éviter les déserts universitaires et scientifiques.

L'avis de la fédération UNSA Éducation !

Attachée au rôle majeur que joue la recherche, la fédération UNSA Éducation réaffirme le lien indissociable entre recherche et enseignement supérieur, la nécessité de transparence et de rigueur scientifique dans la diffusion de l'information de la recherche, le nécessaire respect de la liberté intellectuelle des chercheurs et des protocoles expérimentaux qui en découlent. Elle insiste sur le rôle indispensable des organismes publics de recherche et revendique les moyens financiers et humains pour conduire une politique de recherche publique digne de ce nom.



Quelles conceptions éducatives ?



Les positions des candidats

Éva Joly : « Pour les écologistes, l'éducation doit être au centre de la vie sociale : elle concerne l'école comme les familles, et plus largement la société toute entière, qu'il s'agisse des relations entre générations, des rôles stéréotypés dévolus aux filles et aux garçons, de l'attitude face aux médias, du lien avec l'entreprise et le monde associatif. »

François Hollande : « Je veux remettre l'éducation et la jeunesse au cœur de l'action publique. »

François Bayrou : « Pour nous tout commence à l'école, où l'on donne à nos enfants les clés de leur avenir tant éducatif que culturel. L'École est intimement liée à notre projet de société. »

Jean-Luc Mélenchon : « La finalité de notre projet est l'émancipation, en créant les conditions pour que chacune et chacun puisse construire sa vie, libéré de toute domination et développer ses potentialités. L'organisation de la société doit donc permettre à chacun d'être maître de soi-même et de son existence par des politiques publiques qui placent en leur cœur les enjeux de culture, d'art, de savoir, de création, de maîtrise et de développement de son corps. »

L'avis de la fédération UNSA Éducation !

« La réflexion de la fédération UNSA Éducation s'inscrit dans la continuité de son projet *Pour une société éducative*. Aux antipodes de la marchandisation du système éducatif, il traduit son attachement à un modèle humaniste » (résolution générale du congrès d'Angers – 28 au 30 mars derniers).

BIBLIOGRAPHIE

Bien entendu, il y a les programmes des candidats pour l'essentiel publiés sur leurs sites.

Plusieurs syndicats ont également réalisé des comparaisons pour la partie qui les concernent (le SE-Unsa pour l'École, le SEP-Unsa pour l'Éducation populaire...).

Le café pédagogique propose une mise en ligne comparative des propositions forte intéressante : <http://www.cafepedagogique.net/lesdossiers/Pages/DossierPresidentielles2012.aspx>

Quelques synthèses existent, en particulier dans les ouvrages suivants :

- David d'Equainville (sous la direction de), **Éducation : que proposent les candidats ?** Paris 2012 édition Autrement
- Emmanuelle Daviet et Sylvain Grandserre, **Qui pour sauver l'école ?** 2012, ESF éditeur